

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2000 relatif aux règles générales concernant les obligations linéaires, modifié par les arrêtés ministériels des 22 mars 2002, 26 mars 2004, 21 juin 2011, 4 septembre 2014, 23 décembre 2016 et 20 janvier 2020,

Arrête :

Article 1^{er}. 1° Il est émis, en 2023, un emprunt dénommé "Obligations linéaires 3,30% - 22 juin 2054" ;

2° La date d'émission est le 15 février 2023 ;

3° Le prix d'émission est fixé à 99,070% de la valeur nominale ;

4° La première émission de l'emprunt a lieu par voie de syndication avec prise ferme, conformément aux usages du marché ;

5° La date du paiement et de la livraison est le 22 février 2023.

Art. 2. Le capital émis porte intérêt au taux de 3,30% l'an à partir du 22 février 2023.

Les intérêts sont payables le 22 juin des années 2023 à 2054.

Art. 3. L'emprunt est entièrement remboursable au pair le 22 juin 2054.

Art. 4. La négociation du droit au capital et du droit à chacun des paiements d'intérêts des "Obligations linéaires 3,30% - 22 juin 2054" en tant que titres dématérialisés autonomes pourra être autorisée ultérieurement.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 22 février 2023.

Bruxelles, le 17 février 2023.

V. VAN PETEGHEM

Gelet op het ministerieel besluit van 12 december 2000 betreffende de algemene regels inzake de lineaire obligaties, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 22 maart 2002, 26 maart 2004, 21 juni 2011, 4 september 2014, 23 december 2016 en 20 januari 2020,

Besluit :

Artikel 1. 1° In 2023 wordt een lening genaamd "Lineaire obligaties 3,30% - 22 juni 2054" uitgegeven;

2° De uitgiftedatum is 15 februari 2023;

3° De uitgifteprijs is vastgesteld op 99,070% van de nominale waarde;

4° De eerste uitgifte van de lening gebeurt via syndicatie met vaste overname overeenkomstig de gebruiken van de markt;

5° De betaal- en leveringsdatum is 22 februari 2023.

Art. 2. Het uitgegeven kapitaal rent tegen 3,30% per jaar vanaf 22 februari 2023.

De intrest is betaalbaar op 22 juni van de jaren 2023 tot 2054.

Art. 3. De lening is volledig terugbetaalbaar tegen pari op 22 juni 2054.

Art. 4. De verhandeling van het recht op het kapitaal en het recht op iedere intrestbetaling van de "Lineaire obligaties 3,30% - 22 juni 2054" als zelfstandige gedematerialiseerde effecten kan later gemachtigd worden.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 22 februari 2023.

Brussel, 17 februari 2023.

V. VAN PETEGHEM

MINISTERE DE LA DEFENSE

[C - 2023/40233]

6 FEVRIER 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 mars 1995 relatif à la responsabilité civile et à l'assistance en justice des militaires et à l'indemnisation du dommage subi par eux

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel de la Défense, l'article 96, § 1er, modifié par la loi du 24 novembre 2022, et § 3/1, inséré par la loi du 24 novembre 2022;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 1995 relatif à la responsabilité civile et à l'assistance en justice des militaires et à l'indemnisation du dommage subi par eux;

Vu le protocole de négociation N-461 du Comité de négociation du personnel militaire, conclu le 21 septembre 2018;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 octobre 2018;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 30 juin 2021;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 16 novembre 2021;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 13 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Défense,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 mars 1995 relatif à la responsabilité civile et à l'assistance en justice des militaires et à l'indemnisation du dommage subi par eux, modifié par les arrêtés royaux des 12 mars 2007 et 29 janvier 2016, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans le 4°, les mots "§ 4" sont remplacés par les mots "§ 5";

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[C - 2023/40233]

6 FEBRUARI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 maart 1995 betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid van en de rechtshulp aan militairen en de vergoeding van de door hen opgelopen schade

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het personeel van Defensie, artikel 96, § 1, gewijzigd bij de wet van 24 november 2022, en § 3/1, ingevoegd bij de wet van 24 november 2022;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 maart 1995 betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid van en de rechtshulp aan militairen en de vergoeding van de door hen opgelopen schade;

Gelet op het protocol van onderhandelingen N-461 van het Onderhandelingscomité van het militair personeel, gesloten op 21 september 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 oktober 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, d.d. 30 juni 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 16 november 2021;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 13 december 2022 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Defensie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 maart 1995 betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid van en de rechtshulp aan militairen en de vergoeding van de door hen opgelopen schade, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 maart 2007 en 29 januari 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de bepaling onder 4°, worden de woorden "§ 4" vervangen door de woorden "§ 5";

b) l'article est complété par un 5°, rédigé comme suit:

"5° avocat de permanence : l'avocat qui est désigné sur la base de l'article 47bis, § 3, alinéa 2, du Code d'Instruction Criminelle et l'article 2bis, § 2, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive."

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante:

"Dans le cas visé à l'article 96, § 1er, alinéa 1er, de la loi, l'assistance peut également être apportée par un avocat de permanence.";

2° l'alinéa 2, modifié par l'arrêté royal du 12 mars 2007, est remplacé par ce qui suit:

"Toute décision octroyant l'assistance en justice d'un avocat choisi ou d'un avocat de permanence attire l'attention du requérant sur les dispositions de l'article 4, § 5."

Art. 3. L'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 26 décembre 2013, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 4. § 1er. Dans le cas visé à l'article 96, § 1er, alinéa 1er, de la loi, la demande pour l'assistance en justice sans frais est introduite dans les plus brefs délais et au plus tard, sous peine de non-recevabilité, dans les trente jours après la première consultation confidentielle avec l'avocat ou, selon le cas, dans les trente jours après la réception de l'invitation écrite pour une audition, sauf en cas de force majeure, par écrit auprès de l'autorité compétente. En cas d'urgence, la demande peut toutefois être faite par un autre moyen de communication, pour autant qu'elle soit ultérieurement confirmée par écrit. S'il est fait appel à un avocat de permanence et que le militaire ou ancien militaire souhaite l'assistance d'un autre avocat pendant la subséquente procédure pénale éventuelle, le concerné doit indiquer dans sa demande son choix entre un avocat désigné ou choisi.

Cette demande contient :

1° la mention de la date;

2° l'identité, et le cas échéant le grade et le lieu habituel de travail du requérant;

3° une description circonstanciée de l'affaire;

4° une copie de la citation ou de l'acte introductif d'instance et, le cas échéant, un document dans lequel il est démontré que le militaire ou ancien militaire tombe sous le champ d'application de l'article 96, § 1er, alinéa 1er, de la loi;

5° l'identité et le domicile des témoins éventuels;

6° l'identité, le domicile et le numéro de téléphone de l'avocat de permanence ou de l'avocat choisi;

7° une déclaration du requérant par laquelle il s'engage à rétrocéder au profit de l'Etat les sommes qui lui seront éventuellement accordées par le juge, comme dépens recouvrables en vertu de l'article 1022 du Code judiciaire.

Si le militaire est dans l'impossibilité d'introduire lui-même cette demande, elle peut l'être par une autre personne.

Dans ce cas, la demande mentionne également l'identité et la qualité de cette personne ainsi que la raison de la substitution.

A la réception de la demande, l'autorité compétente informe, sans délai et au plus tard trente jours après la réception de la demande et, le cas échéant, les données afférentes visées à l'alinéa 4, le requérant par écrit que l'assistance en justice lui est accordée ou non, en indiquant les motifs du refus, et, le cas échéant, lui communique l'identité, le domicile et le numéro de téléphone de l'avocat désigné. En cas d'urgence, cette notification peut toutefois se faire par un autre moyen de communication pour autant qu'elle soit ultérieurement confirmée par écrit.

§ 2. Le militaire ou l'ancien militaire visé à l'article 96, § 1er, alinéa 2, de la loi qui souhaite une assistance en justice, introduit à cet effet dans les plus brefs délais et au plus tard, sous peine de non-recevabilité, dans les trente jours après avoir pris connaissance de l'action intentée à son égard, une demande écrite auprès de l'autorité compétente. En cas d'urgence, la demande peut toutefois être faite par un autre moyen de communication, pour autant qu'elle soit ultérieurement confirmée par écrit.

Les dispositions du § 1er, alinéas 2 à 5, s'appliquent à cette demande.

b) het artikel wordt aangevuld met een bepaling onder 5°, luidende:

"5° advocaat van permanentie : de advocaat die wordt aangewezen op grond van artikel 47bis, § 3, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering en artikel 2bis, § 2, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis."

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin:

"In het geval bedoeld in artikel 96, § 1, eerste lid, van de wet, kan de bijstand ook verleend worden door een advocaat van permanentie.";

2° het tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 maart 2007, wordt vervangen als volgt:

"In iedere beslissing tot toekenning van rechtshulp van een zelf gekozen advocaat of een advocaat van permanentie wordt de verzoeker gewezen op de bepalingen van artikel 4, § 5."

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 december 2013, wordt vervangen als volgt:

"Art. 4. § 1. In het geval bedoeld in artikel 96, § 1, eerste lid, van de wet wordt de aanvraag tot kosteloze rechtshulp zo spoedig mogelijk en uiterlijk, op straffe van niet-ontvankelijkheid, binnen de dertig dagen na het eerste vertrouwelijk overleg met de advocaat of, naargelang het geval, binnen de dertig dagen na de ontvangst van de schriftelijke uitnodiging voor verhoor, behoudens overmacht, schriftelijk ingediend bij de bevoegde overheid. In spoedeisende gevallen kan de aanvraag evenwel via een ander communicatiemiddel geschieden, voor zover ze naderhand schriftelijk bevestigd wordt. Indien beroep wordt gedaan op een advocaat van permanentie en de militair of ex-militair tijdens de eventuele verdere strafrechtelijke procedure bijstand wenst van een andere advocaat, moet de betrokkene zijn keuze tussen een toegewezen of een zelfgekozen advocaat aangeven bij zijn aanvraag.

Deze aanvraag bevat:

1° de vermelding van de datum;

2° de identiteit, en in voorkomend geval de graad en de gewone plaats van tewerkstelling van verzoeker;

3° een omstandige beschrijving van de zaak;

4° een afschrift van de dagvaarding of van de akte van rechtsingang, en, in voorkomend geval, een document waaruit blijkt dat de militair of ex-militair valt onder het toepassingsgebied van artikel 96, § 1, eerste lid, van de wet;

5° de identiteit en de woonplaats van de eventuele getuigen;

6° de identiteit, de woonplaats en het telefoonnummer van de advocaat van permanentie of van de zelf gekozen advocaat;

7° een verklaring van de verzoeker dat hij zich ertoe verbindt ten voordele van de Staat afstand te doen van de sommen die hem eventueel door de rechter zullen worden toegekend als invorderbare kosten, krachtens artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek.

Indien de militair in de onmogelijkheid verkeert om deze aanvraag zelf in te dienen, kan ze door een andere persoon worden ingediend.

In dat geval worden in de aanvraag eveneens de identiteit en hoedanigheid van die persoon, alsmede de reden van de indeplaatsstelling vermeld.

Bij ontvangst van de aanvraag deelt de bevoegde overheid onverwijld, en ten laatste dertig dagen na ontvangst van de aanvraag en, in voorkomend geval, de bijhorende gegevens bedoeld in het vierde lid, aan verzoeker schriftelijk mee of de rechtshulp al dan niet wordt toegekend, met opgave van de redenen van de weigering, en stelt ze hem, in voorkomend geval, in kennis van de identiteit, de woonplaats en het telefoonnummer van de toegewezen advocaat. In spoedeisende gevallen kan deze kennisgeving evenwel via een ander communicatiemiddel geschieden, mits ze naderhand schriftelijk bevestigd wordt.

§ 2. De in artikel 96, § 1, tweede lid, van de wet bedoelde militair of ex-militair die rechtshulp wenst, dient hiertoe zo spoedig mogelijk en uiterlijk, op straffe van niet-ontvankelijkheid, binnen de dertig dagen na de kennisneming van de tegen hem gerichte vordering, een schriftelijke aanvraag in bij de bevoegde overheid. In spoedeisende gevallen kan de aanvraag evenwel via een ander communicatiemiddel geschieden, mits ze naderhand schriftelijk bevestigd wordt.

Het bepaalde in §1, tweede tot vijfde lid, is van toepassing op deze aanvraag.

§ 3. Le militaire ou l'ancien militaire visé à l'article 96, § 1er, alinéa 3, de la loi qui souhaite une assistance en justice, introduit à cet effet dans les plus brefs délais et au plus tard, sous peine de non-recevabilité, dans les trente jours après l'action intenté par lui-même, une demande écrite, adressée à l'autorité compétente. En cas d'urgence, la demande peut toutefois être faite par un autre moyen de communication, pour autant qu'elle soit ultérieurement confirmée par écrit.

Les dispositions du § 1er, alinéas 2 à 5, s'appliquent à cette demande.

§ 4. La créance à charge de l'Etat qui découle de l'article 96, § 4, alinéa 1er, de la loi, naît le jour où la décision judiciaire a acquis force de chose jugée et est prescrite conformément aux règles de prescription de droit commun.

Le militaire ou l'ancien militaire qui requiert le remboursement sur la base de l'article 96, § 4, alinéa 1er, de la loi, introduit à cet effet une demande écrite auprès de l'autorité compétente. Il joint à cette demande une copie de la décision judiciaire ainsi que l'état des honoraires et frais qu'il a exposé pour assurer sa défense, accompagné des pièces probantes y afférentes. En cas d'urgence, la demande peut toutefois être faite par un autre moyen de communication, pour autant qu'elle soit ultérieurement confirmée par écrit.

§ 5. Lorsque l'autorité compétente estime que les honoraires et frais d'un avocat de permanence ou d'un avocat choisi sont manifestement disproportionnés eu égard à la nature et à l'ampleur de l'affaire, elle en avise le militaire ou l'ancien militaire en lui indiquant le montant raisonnable qu'elle est prête à prendre en charge, sans préjudice de la possibilité du recours à l'avis de l'autorité visée à l'article 446ter du Code judiciaire."

Art. 4. L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit:

"Lorsqu'un avocat de permanence ou un avocat désigné ou choisi fait preuve de négligence dans la défense des intérêts du militaire ou de l'ancien militaire, il peut, à la demande de l'intéressé être remplacé par un autre avocat désigné ou choisi, dans les limites fixées par l'article 4, § 5."

Art. 5. Dans l'article 8, alinéa 2, du même arrêté, les mots "est auditionné en qualité de suspect, est arrêté ou est l'objet d'un mandat d'amener, d'un mandat de prolongation de la détention ou d'un mandat d'arrêt européen," sont insérés entre les mots "après la perte de la qualité de militaire," et les mots "est cité en justice".

Art. 6. Produit ses effets le 1er janvier 2023:

1° la loi du 24 novembre 2022 modifiant la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel de la Défense;

2° le présent arrêté.

Art. 7. Le ministre qui a la Défense dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 février 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Défense,
L. DEDONDER

§ 3. De in artikel 96, § 1, derde lid, van de wet bedoelde militair of ex-militair die rechtshulp wenst, dient hiertoe zo spoedig mogelijk en uiterlijk, op straffe van niet-ontvankelijkheid, binnen de dertig dagen na de door hem ingestelde vordering een schriftelijke aanvraag in, gericht aan de bevoegde overheid. In spoedeisende gevallen kan de aanvraag evenwel via een ander communicatiemiddel geschieden, mits ze naderhand schriftelijk bevestigd wordt.

Het bepaalde in § 1, tweede tot vijfde lid, is van toepassing op deze aanvraag.

§ 4. De schuldvordering ten laste van de Staat ingevolge artikel 96, § 4, eerste lid, van de wet, ontstaat op de dag dat de rechterlijke beslissing in kracht van gewijsde is getreden en verjaart overeenkomstig de gemeenrechtelijke verjaringsregels.

De militair of de ex-militair die de terugbetaling vordert op grond van artikel 96, § 4, eerste lid, van de wet, dient hiertoe een schriftelijke aanvraag in bij de bevoegde overheid. Bij deze aanvraag voegt hij een afschrift van de rechterlijke beslissing, evenals de staat van de honoraria en kosten die hij voor zijn verdediging heeft gemaakt, vergezeld van de bewijsstukken die er betrekking op hebben. In spoedeisende gevallen kan de aanvraag evenwel via een ander communicatiemiddel geschieden, mits ze naderhand schriftelijk bevestigd wordt.

§ 5. Wanneer de bevoegde overheid oordeelt dat de honoraria en kosten van een advocaat van permanentie of een zelf gekozen advocaat kennelijk buiten verhouding staan tot de aard en de omvang van de zaak, brengt zij zulks ter kennis van de militair of de ex-militair en deelt zij hem het redelijke bedrag mede dat zij bereid is voor haar rekening te nemen, onverminderd de mogelijkheid om het advies in te winnen van de instantie bedoeld in artikel 446ter van het Gerechtelijk Wetboek."

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Wanneer een advocaat van permanentie of een toegewezen of zelf gekozen advocaat de verdediging van de belangen van de militair of ex-militair verwaarloost, kan hij, op verzoek van de betrokkene vervangen worden door een andere toegewezen of zelf gekozen advocaat, binnen de perken gesteld in artikel 4, § 5."

Art. 5. In artikel 8, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "als verdachte wordt verhoord, gearresteerd wordt, of het voorwerp uitmaakt van een bevel tot medebrenging, tot verlenging van de aanhouding of een Europees aanhoudingsbevel," ingevoegd tussen de woorden "na het verlies van de hoedanigheid van militair" en de woorden "in rechte wordt gedagvaard".

Art. 6. Heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2023:

1° de wet van 24 november 2022 tot wijziging van de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het personeel van Defensie;

2° dit besluit.

Art. 7. De minister bevoegd voor Defensie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 februari 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Defensie,
L. DEDONDER